



CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES – TERMES DE REFERENCE - PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Agence Française de Développement
5, rue Roland Barthes
75598 Paris Cedex 12 - RCS PARIS B 775 665 599
Téléphone : + 33 (0)1 53 44 31 31

Concernant la prestation

« Prestation d'appui technique au développement
capacitaire et financier du Service Territorial
d'Incendie et de Secours (STIS) de Saint-Martin »

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	Présentation du Service Prescripteur	3
ARTICLE 2.	Objet du marché.....	4
ARTICLE 3.	Contexte et objectifs de la mission	4
ARTICLE 4.	Prestation attendue.....	5
ARTICLE 5.	Livrables attendus.....	8
ARTICLE 6.	Modalité d'exécution.....	9
6.1	Méthodologie attendue	9
6.2	Exigence particulière de réalisation / Conditions d'exécution	9
6.3	Planning d'exécution.....	9
ARTICLE 7.	Compétences attendues du Prestataire.....	10
ARTICLE 8.	Points divers	10
8.2	Suivi de l'étude, transmission et validation des livrables	11
Annexe 1 –	Glossaire des abréviations spécifiques aux sapeurs-pompiers	12

ARTICLE 1. Présentation du Service Prescripteur

Etablissement public au cœur du dispositif français de coopération, l'Agence Française de Développement (AFD) agit depuis près de quatre-vingt ans pour **lutter contre la pauvreté** et **favoriser le développement** dans les **pays du Sud**. Elle soutient également le dynamisme économique et social des **Outre-mer**.

Au moyen de **subventions**, de **prêts**, de **fonds de garantie** ou de **contrats de désendettement et de développement**, elle finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires dans le **renforcement de leurs capacités**.

L'AFD finance et accompagne des projets et programmes de développement qui soutiennent une croissance économique plus durable et partagée, améliorent les conditions de vie des plus pauvres, contribuent à la préservation de la planète et aident à stabiliser les pays fragiles ou en sortie de crise.

Les équipes de l'AFD, basées à Paris, Marseille et dans son réseau de **quatre-vingt-cinq agences** et représentations dans les pays en développement et dans les **Outre-mer français**, lui permettent d'offrir à ses partenaires des financements, des instruments d'analyse et de couverture du risque et une ingénierie de formation et de renforcement des capacités.

Sa filiale **Proparco** soutient les investissements privés. L'intégration au 1^{er} janvier 2022 de l'établissement public **Expertise France** permet également de renforcer l'offre du Groupe en matière d'ingénierie et de mise en œuvre de projets.

Le service prescripteur du présent marché, l'agence de l'AFD à Pointe-à-Pitre, compétente en Guadeloupe et à Saint-Martin, appartient à la Direction Exécutive des Géographies. L'étude sera suivie lien étroit avec la division GOV, basée au siège de l'AFD à Paris.

ARTICLE 2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet une prestation d'appui technique au développement capacitaire et financier du Service Territorial d'Incendie et de Secours de Saint-Martin.

ARTICLE 3. Contexte et objectifs de la mission

La création du STIS de Saint-Martin s'inscrit dans le cadre d'une réforme globale destinée à **moderniser en profondeur l'organisation des services de secours, et à répondre aux limites du système communal qui existait auparavant**. Saint-Martin, auparavant commune de Guadeloupe, est devenue le 15 juillet 2007 une Collectivité d'Outre-Mer, qui souhaite donc assumer pleinement ses compétences en matière de gestion des moyens de secours.

Avant la réforme, chaque commune gisait son propre service incendie. Cette organisation entraînait de **fortes disparités** entre les territoires : certaines communes disposaient de moyens humains et matériels suffisants, tandis que d'autres manquaient d'équipements, de personnels formés ou de capacités d'intervention adaptées.

Ces inégalités territoriales posaient un problème majeur, car des missions aussi essentielles que celle d'assurer la sécurité des populations dépendait alors des ressources financières de chaque commune.

Par ailleurs, la **coordination entre les services** de l'Etat était complexe. En cas de situations de crise (incendies majeurs, cyclones, catastrophes naturelles) ou d'intervention de grande ampleur, la multiplicité des autorités de commandement rendait les opérations moins efficaces et ralentissait l'engagement de renforts. Il devenait donc nécessaire de mettre en place une structure unique capable d'assurer une direction claire et cohérente des secours sur l'ensemble du territoire.

La réforme répond également à un besoin de **professionnalisation du métier de sapeur-pompier**. Les statuts, les formations et les conditions de travail variaient d'une commune à l'autre, ce qui limitait les perspectives de carrière et la qualité globale du service. La création du STIS s'accompagnera d'une harmonisation des statuts, du renforcement de la formation et d'une amélioration de la gestion des ressources humaines.

Enfin, Saint-Martin, comme la Guadeloupe, est confrontée à des **risques spécifiques** tels que les cyclones, les séismes, les feux de végétation et une forte fréquentation touristique. Ces risques nécessitent une organisation solide, capable d'anticiper, de planifier et de répondre rapidement aux situations d'urgence. La réforme a donc été conçue pour garantir une **meilleure protection de la population**, une mutualisation des moyens et une égalité de service sur tout le territoire.

Présentation du bénéficiaire de la mission

Le Service Territorial d'Incendie et de Secours de Saint-Martin (STIS 978) a été créé le 1er janvier 2025 par décret n°2024-549 du 14 juin 2024 publié le 16 juin 2024. Antérieurement, le centre de secours de Saint-Martin était administré depuis la Guadeloupe par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Guadeloupe (SDIS 971) et bénéficiait de son ingénierie organisationnelle au titre du groupement géographique du nord encadré par une convention de gestion.

Classé en catégorie C sur les trois catégories définies au niveau national, au regard de l'importance de la population du territoire, l'unique centre de secours de l'île couvre une population de 31 500 habitants sur une superficie de 52km² (densité moyenne de 590hab./km²).

Activité opérationnelle

Le dernier rapport d'activités du SDIS de Guadeloupe de l'année 2024 dénombre 2 856 interventions à Saint-Martin contre 2 834 en 2023 et 2 463 interventions en 2022. La typologie des interventions se répartie comme suit :

- 79 % Secours aux victimes et aides à personnes ;
- 10 % accident de la circulation ;
- 8 % Incendie.

Il est à noter que le STIS 978 ne peut compter sur aucun renfort extérieur immédiat en cas d'intervention multiple ou simultanée.

Gouvernance

Sous l'autorité du Président, le Directeur Territorial des Services d'Incendie et de Secours assure la direction administrative et financière de l'établissement. Pour l'accomplissement de ses missions, il est entouré de sapeurs-pompiers officiers et non-officiers et des personnels administratifs et techniques. Cette mission de direction a été assurée par le Contrôleur Général du SDIS de Guadeloupe au titre de la convention citée supra. Depuis le 15 septembre 2025, un Commandant a été nommé à la fonction de Directeur territorial des services d'incendie et de secours de Saint-Martin.

Afin d'accompagner le STIS 978 dans son processus de création et de garantir la continuité des secours sur le territoire, la Collectivité de Saint-Martin et le SDIS 971 ont signé une convention le 27 décembre 2024 prolongée par avenant jusqu'au 30 septembre 2025. Parallèlement, par délibération du 30 décembre 2024, le personnel (agents mis à disposition, agents en détachement, contractuels et sapeurs-pompiers volontaires) et les biens ont été transférés du SDIS de Guadeloupe au STIS 978. L'objectif est une entrée en service complète et effective courant 2026.

ARTICLE 4. Prestation attendue

La mission confiée dans le cadre du présent marché vise à accompagner le STIS 978 dans sa structuration à la fois organisationnelle, financière et opérationnelle pour garantir la qualité ainsi que la pérennité de sa réponse opérationnelle. Cette prestation doit s'accompagner d'une aide à la définition du plan capacitaire du STIS à moyen terme dans une logique pluriannuelle qui devra prendre en compte l'impact du changement climatique sur l'activité future du STIS, donc in fine, sur ses investissements et leur financement.

Ainsi, la prestation, objet de cette présente note vise un appui permettant d'accompagner la prise d'autonomie totale du STIS et de consolider son expertise sur les volets organisationnels opérationnels, administratifs, budgétaires, financiers, en matière de gestion des ressources humaines et sur le plan juridique.

La prestation attendue ne porte pas sur la définition d'une gouvernance ou d'une organisation générale, mais sur des axes techniques précis et essentiels à la consolidation du service.

Elle se déroulera en deux temps : une première phase dédiée au diagnostic organisationnel et opérationnel qui permettra de poser les jalons à mettre en place pour s'assurer de l'opérationnalité du STIS à court terme, tandis que les phases 2, 3 et 4 pérenniseront le fonctionnement de ce dernier à moyen et long terme.

Phase 1 : Structuration, organisation et gestion du STIS, diagnostic organisationnel et opérationnel assorti de recommandations. L'objectif de cette première phase est de poser le socle administratif et opérationnel du STIS après un diagnostic détaillé sur l'ensemble des aspects relatifs à son bon fonctionnement.

Phase 2 : Montée en compétence et stabilisation du fonctionnement du STIS. Cette deuxième phase permettra d'accompagner le STIS dans sa montée en autonomie et opérationnalité à travers le déploiement d'outils de pilotage et la formation des agents à ces derniers.

Phase 3 : Projection stratégique et plan capacitaire. Cette troisième phase vise à dimensionner les besoins du STIS sur le long terme en prenant en compte ses besoins en matière de RH, la nature de ses interventions futures de manière à développer un plan d'investissement pluriannuel et à identifier des sources de financements.

Phase 4 : Consolidation, ajustements et pérennisation. Cette dernière phase permettra de faire évoluer les outils ainsi que les arbitrages budgétaires en fonction des besoins après plusieurs mois de fonctionnement du STIS.

Plus précisément, celle-ci prévoit les réalisations suivantes :

- **Phase 1 : Structuration, organisation et gestion du STIS, diagnostic organisationnel et opérationnel assorti de recommandations**

Dans le cadre de la phase 1, un diagnostic organisationnel et opérationnel assorti de recommandations sera réalisé.

L'objectif de ce diagnostic est d'évaluer la capacité opérationnelle à date du STIS nouvellement créé afin d'identifier les priorités nécessaires à son renforcement capacitaire pour qu'il puisse fonctionner comme un service d'incendie et de secours mature. Ce diagnostic devra intégrer une analyse détaillée sur :

- **Les risques du territoire** : analyse des risques majeurs prenant en compte la saisonnalité (à la fois des risques naturels mais aussi des activités économiques telles que le tourisme) ;
- **Les contraintes inhérentes à l'insularité du territoire** : dépendance logistique, délais de renforts extérieurs en cas d'intervention de grande ampleur ou de crise.
- **Un état des lieux des centres de secours existants (celui de Saint Martin ainsi que les CS dépendant du SDIS Guadeloupe)** : équipements disponibles par CS, implantation et état général des CS, effectifs par CS, adaptation des infrastructures au personnel féminin,
- **Les moyens matériels et logistiques** : adaptation des engins disponibles aux différents risques qui caractérisent le territoire, équipements individuels disponibles, fonctionnement de la chaîne de maintenance et de logistique, y compris dans le cadre d'une crise de grande ampleur,
- **La chaîne de commandement et de l'organisation opérationnelle** : l'articulation entre les différents acteurs (préfet, collectivités, forces de sécurité), la coordination avec les groupements territoriaux qui constituent le SDIS Guadeloupe dans le cadre d'une crise majeure nécessitant l'intervention de renforts, ainsi qu'avec le CTA/CODIS, la coordination avec les acteurs de la santé, de la sécurité civile (si présents) ...
- **Les procédures et doctrines en vigueur** : règlement opérationnel, RETEX d'exercices menés par le passé, procédures déployées en cas de mesures exceptionnelles.
- **Les ressources humaines opérationnelles** : part de sapeurs-pompiers volontaires dans l'effectif total, compétences opérationnelles disponibles (y compris spécialisées), niveau de formation, taux de féminisation, taux d'encadrement etc ...
- **Les délais d'intervention moyens sur le territoire** (en tenant compte de la saisonnalité évoquée ci-dessus),

Le diagnostic opérationnel du STIS de Saint-Martin consiste à analyser les risques du territoire, la couverture opérationnelle, les moyens humains et matériels, l'organisation du commandement, les procédures, la performance et l'interopérabilité, afin de définir une trajectoire de montée en puissance adaptée aux contraintes du territoire. Les interactions possibles dans le cadre d'une éventuelle coopération avec les autorités néerlandaises dans le cadre de gestion de crise de grande ampleur devront également être explorées. Une fois le diagnostic complet réalisé, des recommandations opérationnelles et organisationnelles seront formulées à court et moyen terme.

Celles-ci feront l'objet d'une feuille de route de structuration du STIS qui sera ensuite mise en œuvre et comportera les actions suivantes :

- Mise en place d'outils de suivi simples et adaptés :
 - ✓ **Budgétaires** : Définir un tableau de suivi des crédits par centre et par type de dépenses, mettre en place un suivi des engagements financiers et consommations réelles, élaborer un *reporting* périodique pour la direction et les autorités de tutelle.
 - ✓ **Logistiques** : Créer un inventaire centralisé du matériel et des véhicules, avec suivi des stocks et équipements de sécurité, définir un calendrier de maintenance et d'entretien préventif, développer un système de suivi simple pour assurer la disponibilité opérationnelle du matériel.
 - ✓ **Ressources humaines (RH)** : réaliser un suivi des effectifs par grade, spécialité et centre de secours, un suivi des effectifs issus des sapeurs-pompiers volontaires (y compris ceux qui souhaitent se professionnaliser et intégrer les effectifs permanents) ; rédiger des fiches de poste et définition des profils, réaliser un suivi des formations réalisées et à planifier, gérer des affectations, rotations et disponibilités pour les interventions, mettre en place des indicateurs RH (taux de couverture des postes, vacance de personnel, formation en cours). La question de la féminisation des effectifs devra également être prise en compte.

- **Phase 2 : Montée en compétence et stabilisation du fonctionnement du STIS**

Les activités principales qui seront réalisées dans le cadre de la phase 2 sont les suivantes :

- ✓ Accompagner le personnel dirigeant sur les outils et méthodes de suivi développés durant la phase 1 : indicateurs et tableaux de bord, pour mesurer l'efficacité des interventions, la disponibilité des effectifs et du matériel, l'exécution budgétaire, développer des tableaux de bord simples et visuels pour faciliter le suivi par la direction et le commandement.
- ✓ Accompagner les équipes à l'utilisation des tableaux de bord et indicateurs, ainsi qu'à l'interprétation des données pour la prise de décision.
- ✓ Organiser des ateliers pratiques pour intégrer les outils dans le fonctionnement quotidien.
- ✓ Ajuster les outils après le retour du terrain.

- **Phase 3 : Projection stratégique et plan capacitaire**

Les principales activités à mener dans la phase 3 sont les suivantes :

- ✓ Analyser les scénarios opérationnels décrits dans le projet de STACR ;
- ✓ Réaliser les projections des effectifs à moyen terme en lien avec les projections RH réalisées dans le cadre de la phase 1,
- ✓ Réaliser une cartographie des spécialités (SAV, USAR, RCH) et définir les besoins inhérents (effectifs, opérationnels) ;
- ✓ Analyser les besoins matériels et immobiliers à moyen terme suite au diagnostic réalisé dans le cadre de la phase 1 ;

- ✓ Élaborer le plan d'investissement pluriannuel et de la stratégie de financement à déployer en détaillant d'éventuelles perspectives de financements des bailleurs internationaux à la fois en subvention (FEDER, subventions de l'Etat...) et en prêt (AFD..)

Phase 4 : Consolidation, ajustements et pérennisation.

Enfin, la phase 4 permettra de réaliser des ajustements par rapport aux outils développés dans le cadre des phases précédentes pour s'assurer de leur pérennité. Elle intégrera les résultats du plan capacitaire ainsi que la formalisation finale des référentiels élaborés lors des précédentes phases.

ARTICLE 5. Livrables attendus

Comme indiqué plus haut, la prestation est décomposée en plusieurs phases techniques telles que décrites ci-dessous :

- Phase 1 : Structuration, organisation et gestion du STIS, diagnostic organisationnel et opérationnel assorti de recommandations.
- Phase 2 : Montée en compétence et stabilisation du fonctionnement du STIS.
- Phase 3 : Projection stratégique et plan capacitaire.
- Phase 4 : Consolidation, ajustements et pérennisation.

A titre indicatif (et à confirmer dans l'offre technique), les principaux livrables attendus sont les suivants :

- Livrables de la phase 1 :
 - ✓ Rapport de diagnostic
 - ✓ Organigramme cible et fiches de poste
 - ✓ Plan d'actions structurant
 - ✓ Outils organisationnels initiaux
- Livrables de la phase 2 :
 - ✓ Supports de formation
 - ✓ Guides pratiques et modes opératoires
 - ✓ Rapport d'exécution intermédiaire du projet,
- Livrables de la phase 3 :
 - ✓ Note de projection des effectifs
 - ✓ Cartographie des spécialités
 - ✓ Diagnostic matériel et immobilier
 - ✓ Plan d'investissement pluriannuel structuré et financements identifiés
 - ✓ Second rapport d'exécution intermédiaire du projet,
- Livrables de la phase 4 :
 - ✓ Version consolidée des outils et procédures
 - ✓ Rapport final d'exécution du projet incluant des recommandations de pérennisation

ARTICLE 6. Modalité d'exécution

6.1 Méthodologie attendue

Dans son offre technique et financière, le Prestataire pourra proposer une méthodologie précise et adaptée à la problématique et au contexte présenté dans la partie contextuelle des présents TDRs.

Celle-ci devra combiner analyse documentaire, entretiens bilatéraux et ateliers participatifs.

Parmi les points clés de la méthodologie à prendre en compte, le prestataire devra recourir à un mode de travail collaboratif tout au long de sa mission et sur chacune des tâches décrites ci-dessus, avec l'ensemble des acteurs concernés. En particulier, il est attendu du prestataire qu'il crée les conditions pour que :

- Le diagnostic et les recommandations qui en découlent soient élaborés et mis en œuvre de manière participative et collective afin de favoriser le caractère inclusif de l'expression des besoins par toutes les parties prenantes concernées ;
- La stratégie et le plan capacitaire soient bâtis dans une logique de co-construction avec les parties prenantes.

La méthodologie du prestataire devra également s'inscrire dans une logique de conduite du changement. La liste des livrables proposée ci-dessus est indicative et pourra évoluer en fonction des propositions du prestataire dans son offre technique.

6.2 Exigence particulière de réalisation / Conditions d'exécution

Le chef de projet sera le correspondant du Titulaire. Les informations nécessaires à la communication seront transmises au Titulaire lors de la réunion de lancement du Contrat.

Le Titulaire s'engage à tenir compte de toute recommandation et à apporter les modifications demandées, dans le respect du Contrat et de ses Annexes.

Dès la notification du marché, le prestataire aura à sa disposition la documentation existante relative aux sujets sur lesquels il interviendra.

Enfin, il est attendu du prestataire qu'il effectue **au moins** deux missions de terrain. Leur durée sera à définir ultérieurement.

6.3 Planning d'exécution

La prestation se déroulera sur une période de 18 mois maximum, avec un démarrage souhaité en Février 2026.

Calendrier estimatif (pour une durée de 18 mois) :

Jalons	Dates
Démarrage de la prestation	Avril 2026
Remise des livrables phase 1	Juillet 2026
Remise des livrables phase 2	Novembre 2026
Remise des livrables phase 3	Mars 2027

Ce calendrier est susceptible d'être modifié exclusivement par le Prescripteur dans les cas suivants :

- Le travail ne peut commencer à la date prévue ou ne peut se dérouler de façon convenue pour des raisons imputables au Prescripteur ;
- Des modifications ou des compléments sont demandés par le Prescripteur.
- Le Titulaire annule/reporte une mission nécessaire à la prestation devant être effectuée en cas de risque majeur (ex : événement météorologique extrême) pour des raisons de sûreté.
- A ce titre, un avenant pourrait alors être conclu si la durée du Contrat venait à être modifiée.

Le Titulaire sera tenu de fournir ces livrables sur un support électronique à l'adresse communiquée lors de la réunion de lancement de la prestation.

Le planning d'intervention sera établi en phase de cadrage en concertation avec l'équipe projet.

ARTICLE 7. Compétences attendues du Prestataire

Le Prestataire pourra répondre seul ou en consortium de façon à pouvoir intégrer les compétences nécessaires à la réalisation de la prestation. Le prestataire devra justifier d'une expertise confirmée en gouvernance et pilotage de dispositifs territoriaux, en ingénierie de suivi et d'évaluation, ainsi que d'une expérience significative en contexte ultramarin et insulaire, idéalement aux Antilles ou dans les collectivités d'Outre-mer. Une attention particulière sera portée à la prise en compte des contraintes locales, des risques naturels et à l'accompagnement des acteurs dans la durée.

Quel que soit le format retenu, l'équipe proposée devra être composée des compétences et connaissances de haut niveau suivantes :

- Expertise du secteur de la protection civile et de la gestion des risques de catastrophes, avec une expérience opérationnelle ;
- Expertise en ingénierie de suivi, d'évaluation et de performance ;
- Expertise sur les questions d'inégalités de genre idéalement dans le domaine de la protection civile ;
- Expertise en conduite du changement, en animation et facilitation de dynamiques de co-construction (capacités d'écoute et d'analyse des besoins) ;
- Expertise en gouvernance publique et pilotage des dispositifs territoriaux (connaissance des modes de fonctionnement des collectivités et opérateurs publics notamment) ;
- Une expérience en Outre-Mer (Antilles, COM, DROM) est fortement souhaitée ;
- Une bonne connaissance du cadre juridique et réglementaire local est un plus.

ARTICLE 8. Points divers

Pour la réalisation de cette mission, le titulaire pourra s'appuyer sur toute la documentation existante en possession du STIS, qui sera transmise ou mis à disposition au titulaire du marché.

Il sera également mis à la disposition du Prestataire une liste non exhaustive des contacts des acteurs à rencontrer dans le cadre de son premier déplacement à Saint-Martin, qui pourra être affinée avec le partenaire au cours de la prestation.

Les moyens logistiques (transport, frais de communication, etc.) sont à la charge du Prestataire et devront être inclus dans l'offre financière.

8.2 Suivi de l'étude, transmission et validation des livrables

Le suivi de la Prestation sera effectué par l'AFD en lien avec le bénéficiaire principal du projet. Une comitologie ad-hoc sera créée afin de faire valider les principaux jalons de la prestation. Ce comité de suivi sera composé du Directeur du STIS 978, du Préfet de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, du Président du Conseil d'Administration du STIS de Saint-Martin, d'élus siégeant également au Conseil d'Administration du STIS de Saint-Martin et de l'AFD.

Les interlocuteurs de référence de l'AFD auront pour rôle de coordonner sur le plan opérationnel l'avancement de la prestation. Des points réguliers seront organisés entre ces interlocuteurs et le Prestataire en amont, pendant et en aval de la mission afin de faciliter son bon état d'avancement.

Les rapports et livrables seront transmis sous format papier et sous format électronique, adressés à :

- **Christelle MONPETIT**, Chargée d'affaires « collectivités locales » au sein de l'Agence de Pointe à Pitre : monpetitc@afd.fr;
- **Michelle MINATCHY**, Responsable du pôle « collectivités locales » au sein de l'Agence de Pointe à Pitre : minatchym@afd.fr;
- **Lauriane THIBAUD**, Responsable équipe projet « Gouvernance » au siège de l'AFD à Paris : thibaudi@afd.fr;

Annexe 1 – Glossaire des abréviations spécifiques aux sapeurs-pompiers

ADC Adjudant-chef

ADJ Adjudant

ARI Appareil respiratoire isolant

AVP Accident sur la voie publique

BEA Bras élévateur articulé

CA Chef d'agrès

CASIS Conseil d'administration du SIS

CCF Camion citerne feux de forêt

CCH Caporal-chef

CDC Chef de centre ; chef de colonne

CDG Chef de groupe

CDHR Camion dévidoir hors route

CDT Commandant

CIS Centre d'incendie et de secours

CMIC Cellule mobile d'intervention chimique

CMIR Cellule mobile d'intervention radiologique

CNE Capitaine

CODIS Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours

COL Colonel

COS Commandant des opérations de secours

COZ Centre opérationnel de zone

CPI Centre de première intervention

CPINI Centre de première intervention non intégré

CPIR Centre de première intervention renforcé

CS Centre de secours

CSR Centre de secours renforcé

CSP Centre de secours principal

CTA Centre de traitement de l'alerte

CYN Cynotechnie

DAAF Détecteur automatique avertisseur de fumée

DAE Défibrillateur automatique externe

DIV opérations diverses

ENSOSP Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers

EPA Echelle pivotante automatique

EPI Equipement de protection individuelle

EPIM Equipe de première intervention en montagne

EPSA Echelle pivotante semi-automatique

ESP Echelle sur porteur

FDF Feux de forêt

FNSP Fédération nationale des sapeurs-pompiers

FPT Fourgon-pompe tonne

FPTL Fourgon-pompe tonne léger

FPTSR Fourgon-pompe tonne de secours routier

FPTSRT Fourgon-pompe tonne de secours routier tunnel

GRIMP Groupe de recherche et d'intervention en milieux périlleux

INC Incendie

ISP Infirmier sapeur-pompier

ISPP Infirmier sapeur-pompier professionnel

ISPV Infirmier sapeur-pompier volontaire

JSP Jeune sapeur-pompier

LCL Lieutenant-colonel

LDT Lance de dévidoir tournant

LDV Lance à débit variable

LSPCC Lot de sauvetage et de protection contre les chutes

LTN Lieutenant

MPR Moto-pompe remorquable

MSP Médecin sapeur-pompier

NOVI Nombreuses victimes (plan)

NRBC Nucléaire, radiologique, biologique et chimique

NRBCE Nucléaire, radiologique, biologique, chimique et explosif

ORSEC Organisation de la réponse de sécurité civile

PATS Personnel administratif, technique et spécialisé

PC Poste de commandement

PLG Plongée

PMA Poste médical avancé

PSC Prévention et secours civiques

RAD Risques radiologiques
RCH Risques chimiques
RETEX Retour sur expérience
SUAP Secours d'Urgence à Personne
SAV Sauveteur aquatique
SCH Sergent-chef
SD Sauvetage-déblaiement
SDACR Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques
STACR Schéma territorial d'analyse et de couverture des risques
SDE Sauveteur-déblayeur
SDIS Service départemental d'incendie et de secours
SIS Service d'incendie et de secours (SIS 68)
SGT Sergent
SPP Sapeur-pompier professionnel
SPV Sapeur-pompier volontaire
SSSM Service de santé et de secours médical
STIS Service territorial d'incendie et de secours
UDSP Union départementale des sapeurs-pompiers
USAR Urban Search And Rescue (Anglais)
VBEC Véhicule de balisage et d'éclairage
VL Véhicule de liaison
VLCDG Véhicule de liaison chef de groupe
VLI Véhicule de liaison infirmier
VLHR Véhicule de liaison hors route
VPI Véhicule de première intervention
VSAV Véhicule de secours et d'assistance aux victimes
VSR Véhicule de secours routier
VTU Véhicule tous usages
VTULE Véhicules tous usages léger
VTP Véhicule de transport de personnel